

INSTITUT POUR LA
PROPRIÉTÉ PRIVÉE

**BULLSHIT JOBS :
QUAND L'ÉTAT FABRIQUE
L'ABSURDE AU TRAVAIL**

17 OCTOBRE 2025
ALEXIS SEMANNE



”

**« Nous sommes
devenus une
civilisation fondée
sur le travail, non
pas même sur le
“travail productif”,
mais sur le travail
comme une fin et
un sens en soi. »**

**David Graeber,
Bullshit Jobs: A Theory**

Alexis SÉMANNE

Directeur et Fondateur

alexis.semanne@institutpourlaproprieteprivee.com



Alexis Sémanne est économiste et sociologue, chercheur associé à l'*Institut pour la Propriété Privée*. Ses travaux portent sur la régulation, l'économie autrichienne et les effets de l'interventionnisme étatique sur le travail et la liberté individuelle.

Introduction : le paradoxe du travail moderne

Pourquoi travaillons-nous autant pour si peu de sens ?

C'est la question centrale du célèbre anthropologue David Graeber dans son ouvrage *Bullshit Jobs* (2018)¹. En s'appuyant sur des centaines de témoignages, il y décrit la frustration de millions d'individus convaincus que leur emploi ne sert à rien : secrétaires inutiles, managers redondants, consultants en « optimisation » administrative, employés d'entreprises ou d'administrations qui passent leurs journées à remplir des cases plutôt qu'à produire quoi que ce soit de concret. Le diagnostic de Graeber est percutant : il existe une crise du sens du travail.

Mais sa conclusion, que ces emplois absurdes seraient le produit du capitalisme, ne résiste pas à l'analyse économique. Car si le marché a bien des défauts, il possède un mécanisme de sélection impitoyable : le test du profit et de la perte². Là où les consommateurs ne paient pas, les entreprises qui gaspillent disparaissent. Autrement dit : le capitalisme pur tend à éliminer les emplois inutiles³, non à les produire.

À l'inverse, les « bullshit jobs » prolifèrent dans les environnements protégés de la concurrence : administrations, institutions subventionnées, grandes entreprises réglementées. Autrement dit, partout où l'État empêche les signaux économiques de fonctionner.

Cette note propose une lecture alternative : les emplois vides de sens ne sont pas le fruit du marché, mais de l'interventionnisme étatique. À partir de la critique de Graeber, nous analyserons :

1. Ce que son diagnostic révèle de juste, et où il se trompe.
2. Pourquoi la France incarne une économie à « bullshit jobs ».
3. Quelles dix réformes permettraient de redonner sens, liberté et efficacité au travail.

I. Le diagnostic de Graeber : une intuition juste, une explication fausse

1. Un constat empirique pertinent

Graeber distingue cinq types de bullshit jobs (tableau 1):

- Les flunkies, qui existent pour flatter l'ego d'un supérieur (assistants sans fonction réelle).
- Les goons, comme les lobbyistes ou communicants, mobilisés pour défendre ou attaquer sans créer de valeur.
- Les duct tapers, qui corrigent des problèmes qui ne devraient pas exister.
- Les box tickers, obsédés par la conformité et les formulaires.
- Les taskmasters, managers dont la fonction principale est de superviser des personnes qui n'ont pas besoin de supervision.

Cette typologie résonne parce qu'il décrit une réalité vécue : le déphasage entre effort et utilité, entre salaire et finalité. Graeber a capté le sentiment de vacuité d'une époque où beaucoup ont le sentiment de travailler « pour rien ».

2. La force de son approche

L'anthropologue met le doigt sur un phénomène culturel profond : le travail n'est plus vécu comme création, mais comme occupation.

Sa démarche qualitative, interviews, récits de vie, études de cas – a le mérite de replacer le travailleur au centre du débat. Elle révèle que le malaise contemporain n'est pas tant matériel qu'existential : ce n'est pas le manque de revenu, mais le manque de sens qui détruit l'âme du salarié moderne.

Tableau 1 – Typologie des “bullshit jobs” : les catégories de Graeber et la lecture libérale

Type de “bullshit job”	Description selon Graeber	Analyse libérale
Flunkies	Existent uniquement pour faire paraître d'autres personnes importantes, comme certains réceptionnistes inutiles.	Ces rôles ne survivent que dans des marchés faussés. Dans un marché libre, les entreprises élimineraient ces coûts superflus. Leur existence est souvent due à des normes administratives ou à des structures publiques rigides.
Goons	Servent des stratégies d'entreprise agressives ou défensives : lobbyistes, avocats d'affaires, consultants en relations publiques.	Leur croissance est liée à la complexité juridique créée par l'État. Plus il y a de réglementation, plus il faut d'intermédiaires pour naviguer dans la bureaucratie.
Duct tapers	Réparent des problèmes qui ne devraient pas exister, souvent causés par des inefficiences systémiques.	Ces emplois existent souvent pour pallier les inefficiences générées par l'intervention de l'État. Dans un marché libre, la responsabilité entrepreneuriale éliminerait ces problèmes à la racine.
Box tickers	Existent uniquement pour satisfaire des exigences bureaucratiques, comme remplir des formulaires ou produire des rapports inutiles.	Typiques du travail de conformité imposé par les gouvernements. Ils reflètent une allocation inefficace du travail due à l'inflation administrative et aux obligations réglementaires (RSE, diversité, qualité, etc.).
Taskmasters	Supervisent des employés qui n'ont pas besoin de supervision ; encadrement intermédiaire inutile.	Dans un marché concurrentiel, ces emplois ne sont pas viables. Ils prospèrent dans les hiérarchies rigides (secteur public, entreprises subventionnées) où l'innovation managériale est bloquée.

Encadré pédagogique: Quand la création monétaire nourrit le travail symbolique⁴

L'agrégat monétaire M2 (billets, dépôts à vue et dépôts à court terme) mesure la quantité totale de monnaie en circulation dans la zone euro.

Comme le montre le graphique ci-dessus, la masse monétaire est passée d'environ 10 000 milliards de dollars en 2015 à plus de 17 000 milliards en 2021, avant de se stabiliser à un niveau historiquement élevé autour de 16 000 milliards en 2025.

Cette explosion monétaire, alimentée par les politiques de taux d'intérêt nuls et les programmes massifs d'achats d'actifs de la Banque centrale européenne, a eu des effets économiques et sociaux profonds :

- Les capitaux se sont détournés des secteurs productifs (industrie, innovation, artisanat) vers des activités financières, juridiques et administratives⁵.
- Des services entiers: conformité (compliance), contrôle des risques, reporting, RSE: se sont autonomisés du réel : ils vivent de la monnaie créée, non de la valeur produite.
- C'est le règne du travail symbolique : des carrières prestigieuses, mais sans utilité concrète pour le consommateur final.

Autrement dit, plus la monnaie est abondante, plus la société finance des activités d'apparence, non de substance. La monnaie déversée dans le système ne crée pas de travail productif : elle institutionnalise le bullshit job.

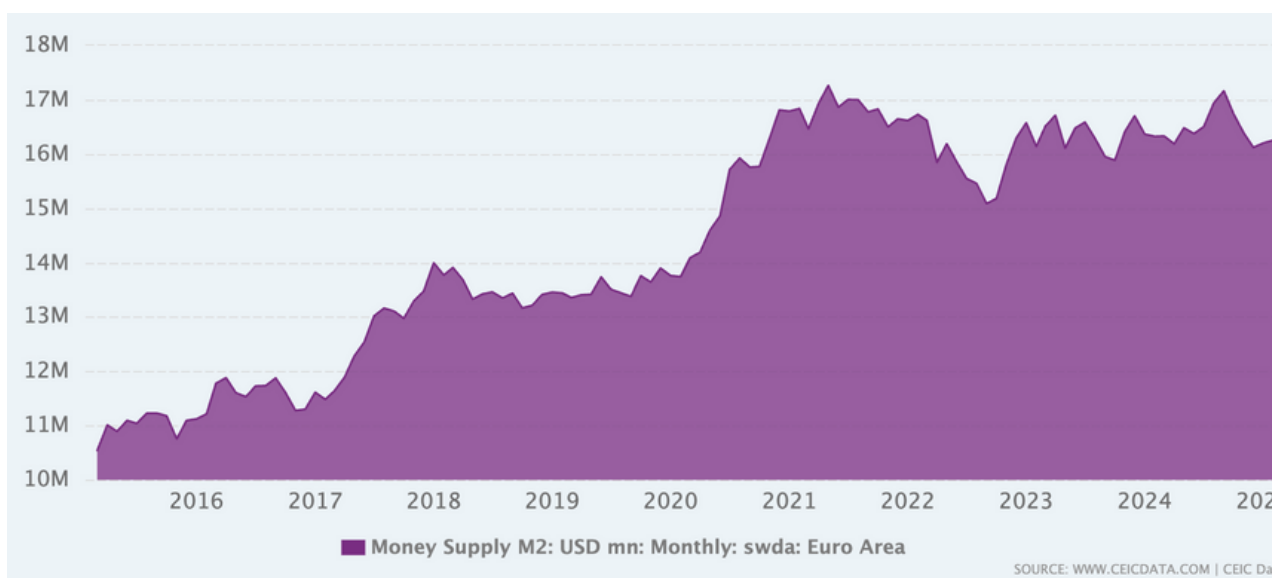


Tableau 2 – L'inflation normative en France (2003–2024)

Code juridique	Nombre d'articles en janvier 2003	Nombre d'articles en janvier 2024	Évolution (%)	Observation
Code civil	2 619	2 881	10%	Relativement stable depuis vingt ans
Code de l'environnement	1 020	6 962	582%	Croissance spectaculaire liée aux politiques écologiques et au droit climatique
Code de commerce	1 920	7 178	274%	Complexification du droit des affaires et des sociétés
Code de la consommation	633	2 172	243%	Multiplication des protections et obligations pour les entreprises
Code de la santé publique	5 340	13 310	149%	Explosion réglementaire post-COVID et inflation sanitaire
Code du travail	5 027	11 301	125%	Droit social devenu illisible, frein majeur à l'emploi et à la flexibilité

Vie publique, Lois, décrets... 20 ans de statistiques de l'activité normative, 22 mai 2024.

II. La France, archétype de l'économie à "bullshit jobs"

1. Une société administrée

La France cumule tous les ingrédients de la fabrique de l'inutile :

- 57 % du PIB en dépenses publiques,
- un droit du travail de 3 000 pages,
- des milliers de normes environnementales, sociales, sanitaires, fiscales, etc.

Chaque règle crée son lot de contrôleurs⁶, d'auditeurs, de rédacteurs et de coordinateurs. On ne produit plus, on administre la production. Dans le privé, des services entiers se consacrent à remplir des obligations imposées par l'État : conformité, égalité, RSE, indicateurs « diversité ». Cette inflation administrative entretient un marché parallèle de consultants et de managers de conformité : un écosystème entier vit de l'obéissance réglementaire⁷. Or cette activité n'a qu'une valeur indirecte : elle ne satisfait aucun besoin réel du consommateur.

2. Le cas du secteur public

Les administrations françaises incarnent la logique décrite par Graeber :

- Des agents affectés à des missions vagues,
- Des réunions et des rapports sans effet concret,
- Une absence totale de lien entre efficacité et rémunération.

Le problème n'est pas moral : il est structurel. Le secteur public est protégé du test du marché⁸. Là où une entreprise privée qui ne crée pas de valeur disparaît, l'administration continue d'exister par la contrainte fiscale.

Ainsi se multiplient les « emplois administratifs », non parce qu'ils sont utiles, mais parce qu'ils servent de vitrine politique : réduire le chômage, maintenir la paix sociale, ou justifier de nouvelles politiques publiques.

3. La perversion de l'entrepreneuriat

À l'opposé, les individus qui souhaitent créer, entreprendre, innover sont découragés par les charges, la fiscalité et la complexité juridique.

Le système français fait tout pour canaliser l'énergie entrepreneuriale vers la bureaucratie, plutôt que vers la création. Beaucoup deviennent fonctionnaires ou cadres administratifs parce que les barrières à l'entrée dans l'entrepreneuriat sont trop hautes. En d'autres termes, l'État transforme des entrepreneurs potentiels en salariés du système.

4. L'idéologie égalitaire comme moteur de l'absurde

À ce poids réglementaire s'ajoute une idéologie : la discrimination positive imposée par la loi. En multipliant les quotas (femmes, minorités, handicapés, etc.), l'État substitue des critères politiques aux critères de compétence¹¹. Résultat : on crée des services RH chargés de cocher des cases plutôt que d'embaucher des talents.

Le but affiché, l'égalité, produit l'effet inverse¹² : l'arbitraire et la frustration. Les salariés, promus non pour leurs mérites mais pour des critères administratifs, perdent le sens du mérite et donc du travail.

5. La rigidité du droit du travail

Enfin, la rigidité juridique empêche la destruction créatrice (Schumpeter). Les entreprises ne peuvent ajuster leur taille ni supprimer les fonctions obsolètes. Les « bullshit jobs » deviennent permanents : on garde des postes pour éviter les licenciements coûteux. En privant l'économie de sa capacité d'adaptation, l'État condamne le travail à la stagnation.

III. Cinq politiques publiques pour redonner sens et liberté au travail

Face à ce constat, la solution n'est pas de « réinventer le travail », mais de libérer le travail. La perte de sens n'est pas une fatalité : c'est le produit d'un système qui étouffe la responsabilité individuelle. Voici cinq axes de réforme pour inverser la tendance.

1. Déréglementer massivement l'économie

La première mesure consiste à simplifier le cadre législatif :

- Réduction du nombre de lois, via corpus clair axé sur la notion de propriété privée ;
- abrogation des normes obsolètes ;
- suppression des obligations de reporting inutiles.

Chaque règle supprimée, c'est un emploi administratif qui redevient productif.

2. Cesser de créer des emplois publics artificiels

Les politiques de « création d'emplois » à tout prix (emplois aidés, contrats publics, missions territoriales) n'enrichissent pas la société : elles détournent des ressources. Plutôt que de financer des postes subventionnés, l'État doit laisser le marché révéler les besoins réels.

3. Libérer l'entrepreneuriat individuel

Celui qui ne trouve plus de sens comme salarié doit pouvoir entreprendre sans entrave.

Cela implique :

- une fiscalité simple (flat tax réelle) ;
- une procédure de création d'entreprise en 24 heures ;
- des cotisations sociales libres.

Entreprendre, c'est retrouver le lien entre effort et résultat⁹ : le meilleur antidote au travail vide de sens.

4. Supprimer les politiques de discrimination positive imposées par l'État

Les quotas n'ont jamais créé de justice : ils produisent de la défiance et de la bureaucratie. La vraie égalité naît de la liberté contractuelle : chaque entreprise doit pouvoir recruter et licencier selon ses critères.

5. Rétablir la concurrence intégrale entre entreprises et statuts

L'État doit cesser d'homogénéiser les conditions de travail. Le droit du travail privé, négocié librement, doit primer sur les conventions imposées par la loi. La concurrence entre modèles d'emploi (CDI, CDD, auto-entrepreneuriat) crée plus d'opportunités et élimine naturellement les emplois inutiles¹⁰.

Conclusion : rendre au travail sa dignité par la liberté

David Graeber a ouvert un débat essentiel : celui du vide moral du travail moderne. Mais il s'est trompé d'ennemi. Ce n'est pas le capitalisme qui produit des bullshit jobs, c'est l'État qui les entretient¹³. Là où la contrainte, la norme et la subvention s'imposent, l'absurde prospère. Là où la liberté, la responsabilité et la concurrence dominant, le travail retrouve son sens : produire pour autrui, et non pour un formulaire.

La société de demain ne se construira pas sur des postes inventés, mais sur des personnes libres de créer, d'échanger et de posséder. C'est à cette condition (la propriété privée comme fondement de la liberté) que le travail cessera d'être une souffrance pour redevenir ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : une œuvre de vie et de dignité.

Références

- 1) Pour une première formulation de cette thèse, voir David Graeber, "On the Phenomenon of Bullshit Jobs," *Strike Magazine*, août 2013. L'auteur y esquisse l'argument qu'il développera ensuite de manière systématique dans *Bullshit Jobs: A Theory* (Simon & Schuster, 2018). Le lecteur est invité à consulter ces deux textes conjointement, le premier introduisant l'intuition anthropologique, le second en proposant la théorisation complète.
- 2) Ludwig von Mises, "Economic Calculation in the Socialist Commonwealth," *Archiv für Sozialwissenschaften und Sozialpolitik*, 47(1), 1920. Reprinted by the Mises Institute (1990).
- 3) Ludwig von Mises, *A Critique of Interventionism* (Mises Institute, 2011 [1929]).
- 4) Jörg Guido Hülsmann, *How Inflation Destroys Civilization* (Mises Institute, 2004).
- 5) Per Bylund, *The Seen, the Unseen, and the Unrealized: How Regulations Affect Our Everyday Lives* (Lexington Books, 2016).
- 6) John Braithwaite, *Regulatory Capitalism: How It Works, Ideas for Making It Work Better* (Edward Elgar Publishing, 2008).
- 7) Randall G. Holcombe, *Political Capitalism: How Economic and Political Power Is Made and Maintained* (Cambridge University Press, 2018).
- 8) Ludwig von Mises, *Bureaucracy* (Liberty Fund, 2007 [1944]).
- 9) Jesús Huerta de Soto, *Socialism, Economic Calculation and Entrepreneurship* (Edward Elgar Publishing, 2010).
- 10) Hans-Hermann Hoppe, "What Must Be Done," conférence donnée au Bankruptcy of American Politics Conference, Mises Institute, Newport Beach, Californie, 24–25 janvier 1997.
- 11) Nicolai J. Foss & Peter G. Klein, "Ideology and Organizational Dynamics: Clarifying and Generalizing our Argument on 'Woke' Companies," *Academy of Management Perspectives*, 38(4), 2024.
- 12) Nicolai J. Foss & Peter G. Klein, "Strategy under Woke Capitalism," in A. Hawk et al. (Eds.), *Strategy in a Turbulent Era* (Edward Elgar Publishing, 2024), pp. 186–205.
- 13) Alexis Sémanne, "Beyond David Graeber: How State Intervention Creates 'Bullshit Jobs'," *Economic Affairs*, 2025, pp. 1–22.

Politiques publiques

L'*Institut pour la Propriété Privée* a élaboré un ensemble d'orientations de politiques publiques pragmatiques visant à restaurer la liberté économique, la responsabilité individuelle et la cohérence institutionnelle du marché du travail en France.

Inspirées des principes du libéralisme classique et du libertarianisme, ces propositions reposent sur une approche réaliste : il ne s'agit pas de repenser le travail dans l'abstraction, mais de le libérer des entraves normatives, fiscales et bureaucratiques qui en ont dénaturé le sens.

1. Droit du travail : libérer l'embauche et la flexibilité

Objectif : supprimer les « taskmasters » juridiques et restaurer la destruction créatrice.

- Code du travail : abrogation d'au moins 60 % des articles, notamment :
 - Livre II, Titre II (Représentation du personnel) : à remplacer par la liberté contractuelle interne ;
 - Livre I, Titre IV (Temps de travail) : retour à la négociation directe employeur-salarié ;
 - Suppression du principe de “cause réelle et sérieuse” pour le licenciement (article L1232-1).
- Loi El Khomri (2016) et Ordonnances Macron (2017) : à refondre dans un Code du travail simplifié à 300 articles maximum.
- Suppression du compte personnel de formation (CPF) (articles L6323-1 à L6323-22) : dispositif coûteux et inefficace.

2. Fiscalité et charges sociales : libérer l'entrepreneuriat

Objectif : permettre la création d'entreprise libre et immédiate pour redonner du sens à l'entrepreneuriat.

- Suppression de l'URSSAF et des cotisations obligatoires : remplacement par un système de cotisations volontaires (assurance privée).
- Abrogation du prélèvement à la source (Loi n° 2016-1917, art. 60) : retour à la liberté de versement.
- Suppression de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et de la CVAE, impôts anti-entrepreneurs.
- Suppression du RSI historique intégré à la Sécurité sociale : revalorisation du statut d'auto-entrepreneur vers un régime totalement libre.

3. Discrimination positive et bureaucratie RH

Objectif : supprimer les "box tickers" et restaurer la liberté contractuelle.

- Loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 (dite Loi Génisson) et Loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 (égalité professionnelle) : à abroger.
- Loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 sur les discriminations : à restreindre au principe de non-agression.
- Articles L1142-1 à L1142-9 du Code du travail : quotas de genre et d'origine à supprimer.
- Index de l'égalité professionnelle (décret n° 2019-15) : abrogation immédiate, cause de bureaucratie inutile.

Plus de demandes de renseignements et d'informations à notre sujet

La propriété privée est le pilier de toute société libre. Elle donne à chacun la possibilité de décider, d'entreprendre et de vivre selon ses propres choix. Comme le soulignait Ludwig von Mises, elle est la condition même de la responsabilité individuelle : sans propriété, tout dépend de l'État, et l'individu perd son autonomie. La propriété rend possibles les échanges volontaires, la coopération pacifique et l'innovation (c'est elle qui transforme la liberté en réalité concrète, et non en simple idéal).

MERCI !

Pour la liberté, la responsabilité et la prospérité en France

Site Internet

<https://www.institutpourlaproprieteprivee.com/>

Address :

Paris

Adresse email:

contact@institutpourlaproprieteprivee.com